

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Maniwaki

Code géographique : 83065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Dinah Ménard, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Maniwaki pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-08-26

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la VILLE DE MANIWAKI

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MANIWAKI (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MANIWAKI au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MANIWAKI inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



Handwritten signature in blue ink: Marie-Claude Grondin, CPA Inc.

LANGEVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA AUDITEUR, CA

MANIWAKI, LE 26 AOÛT 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	5 347 000	5 359 631	5 305 868
Compensations tenant lieu de taxes	2	638 000	638 235	620 999
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 485 000	1 802 939	1 372 879
Services rendus	5	675 000	1 100 371	810 090
Imposition de droits	6	70 000	163 949	91 716
Amendes et pénalités	7	20 000	39 137	28 860
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	80 000	118 666	102 626
Autres revenus	10		(116 023)	93 806
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 315 000	9 106 905	8 426 844
Charges				
Administration générale	14	1 511 400	1 615 495	1 506 325
Sécurité publique	15	834 500	945 673	877 690
Transport	16	1 284 300	2 070 309	1 807 746
Hygiène du milieu	17	1 870 400	2 667 493	2 822 675
Santé et bien-être	18	81 500	69 429	64 806
Aménagement, urbanisme et développement	19	280 400	342 707	368 713
Loisirs et culture	20	1 505 400	1 617 171	1 657 596
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	140 700	183 384	180 129
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 508 600	9 511 661	9 285 680
Excédent (déficit) de l'exercice	25	806 400	(404 756)	(858 836)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 611 833	28 470 669
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		27 611 833	28 470 669
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		27 207 077	27 611 833

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 982 217	14 851
Débiteurs (note 5)	2 411 243	2 817 813
Prêts (note 6)	42 479	42 479
Placements de portefeuille (note 7)	261 801	267 840
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8	
	3 697 740	3 142 983
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 771 709	666 198
Revenus reportés (note 12)	12 61 805	69 521
Dette à long terme (note 13)	13 8 199 796	7 408 686
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15	
	9 033 310	8 144 405
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (5 335 570)	(5 001 422)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 32 124 610	32 162 820
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18 218 493	240 961
Stocks de fournitures	19 116 733	156 503
Autres actifs non financiers (note 17)	20 82 811	52 971
	21	
	32 542 647	32 613 255
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 27 207 077	27 611 833

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	806 400	(404 756)	(858 836)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 915 916)	(1 180 323)
Produit de cession	3		26 800	13 373
Amortissement	4		1 820 243	1 770 312
(Gain) perte sur cession	5		107 084	(12 723)
Réduction de valeur / Reclassement	6			13 502
	7		38 211	604 141
Variation des propriétés destinées à la revente	8		22 468	(17 094)
Variation des stocks de fournitures	9		39 770	(45 349)
Variation des autres actifs non financiers	10		(29 840)	(2 313)
	11		32 398	(64 756)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		(1)	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	806 400	(334 148)	(319 451)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 001 422)	(4 681 971)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 001 422)	(4 681 971)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 335 570)	(5 001 422)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(404 756)	(858 836)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 820 243	1 770 312
Autres			
- Perte sur cession d'immos	3	107 084	(12 723)
- Ajustement	4	(1)	13 502
	5	1 522 570	912 255
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	406 570	336 820
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	105 511	85 037
Revenus reportés	9	(7 716)	8 309
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	22 468	(17 094)
Stocks de fournitures	12	39 770	(45 349)
Autres actifs non financiers	13	(29 840)	(2 313)
	14	2 059 333	1 277 665
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 915 916)	(1 180 323)
Produit de cession	16	26 800	13 373
	17	(1 889 116)	(1 166 950)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(36 830)	(19 607)
Remboursement ou cession	19	21 188	19 861
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	21 681	(9 141)
	22	6 039	(8 887)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 007 783	924 700
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 194 949)	(2 178 096)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(14 651)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(21 724)	(591)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	791 110	(1 268 638)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	967 366	(1 166 810)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 851	1 181 661
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	14 851	1 181 661
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	982 217	14 851

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat. La ville participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau.

Les comptes de la ville et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville de Maniwaki dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau pour l'exercice est de 16,3090%.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Maniwaki excluant les organismes qu'elle contrôle.

De plus, la Ville est membre de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, organisme régional composé de 17 municipalités.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice est de 343 283\$ (338 388\$ en 2018).

La MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a une dette à long terme au 31 décembre 2019 au montant de 7 284 938\$, de laquelle la quote-part de la Ville de Maniwaki représente 642 657\$.

a) Périmètre comptable

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

PLACEMENTS

Les autres placement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures-----	15 et 40 ans
Bâtiments-----	40 ans
Véhicules-----	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau-----	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement-----	10 ans
Matériel informatique-----	5 ans

Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 982 217	37 083
Découvert bancaire	2 ()	22 232)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 982 217	14 851
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 747 342	816 549
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 409 849	1 786 780
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 281	
Organismes municipaux	15 107 119	49 692
Autres		
-	16 450	92
-	17 146 202	164 700
	18 2 411 243	2 817 813
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 024 883	1 427 589
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 024 883	1 427 589
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	27 709
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 42 479	42 479
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28 42 479	42 479
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	61 801	67 840
Autres placements	31	200 000	200 000
	32	261 801	267 840
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	200 000	200 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

35

Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

36

37

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées

38

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées

39

Régimes à cotisations déterminées

40

Autres régimes (REER et autres)

41

Régimes de retraite des élus municipaux

42

43

138 615

140 427

8 756

147 371

140 427

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)

44

Autres

45

46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville de Maniwaki bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle de 1 500 000\$ qui porte intérêt au taux préférentiel.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	507 327	439 534
Salaires et avantages sociaux	48	228 812	193 964
Dépôts et retenues de garantie	49	22 996	12 014
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- TPS	53	4 811	6 186
- TVQ	54	5 837	12 341
- Intérêts courus sur le DLT	55	1 926	2 074
-	56		85
-	57		
	58	771 709	666 198

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	1 892	1 892
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Subvention - Accueil Nord	68	59 913	59 913
- FARR - RIAM	69		7 716
-	70		
-	71		
	72	61 805	69 521

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,80	2016	2037	73	7 895 400	7 449 998
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	367 432	
					81	8 262 832	7 449 998
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(63 036)	(41 312)
					83	8 199 796	7 408 686

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2020	84	92	727 350	100	109	32 233	117	759 583
2021	85	93	745 066	101	110	33 357	118	778 423
2022	86	94	763 918	102	111	34 523	119	798 441
2023	87	95	782 233	103	112	35 733	120	817 966
2024	88	96	642 249	104	113	36 987	121	679 236
2025 et +	89	97	4 234 584	105	114	194 599	122	4 429 183
	90	98	7 895 400	106	115	367 432	123	8 262 832
Intérêts et frais accessoires			107 (				124 (
	91	99	7 895 400	108	116	367 432	125	8 262 832

Note

		2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(4 310 687)	(3 573 833)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	1 024 883	(1 427 589)
	129	(5 335 570)	(5 001 422)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130		158		185		212	
Eaux usées	131		159		186		213	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	14 151 790	160	613 415	187	214	14 765 205	
Autres	133	35 735 197	161	20 866	188	215	35 756 063	
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	6 121 552	163	248 484	190	217	6 370 036	
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	3 346 440	165	736 850	192	346 074	3 737 216	
Ameublement et équipement de bureau	138	802 579	166	9 986	193		812 565	
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 598 309	167	38 135	194	21 866	1 614 578	
Terrains	140	457 557	168		195	5 450	452 107	
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>62 213 424</u>	170	<u>1 667 736</u>	197	<u>373 390</u>	<u>63 507 770</u>	
Immobilisations en cours	143	<u>437 891</u>	171	<u>248 180</u>	198		<u>686 071</u>	
	144	<u>62 651 315</u>	172	<u>1 915 916</u>	199	<u>373 390</u>	<u>64 193 841</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	7 958 349	175	478 627	202	229	8 436 976	
Autres	148	15 920 528	176	925 261	203	230	16 845 789	
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 034 675	178	159 251	205	232	3 193 926	
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	1 693 434	180	173 494	207	222 014	1 644 914	
Ameublement et équipement de bureau	153	764 767	181		208		764 767	
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 116 742	182	49 481	209	17 493	1 148 730	
Autres	155		183	34 129	210		34 129	
	156	<u>30 488 495</u>	184	<u>1 820 243</u>	211	<u>239 507</u>	<u>32 069 231</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>32 162 820</u>					<u>32 124 610</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	52 725	52 725
Immeubles industriels municipaux	251	149 085	149 085
Autres	252	16 683	39 151
	253	218 493	240 961
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	218 493	240 961
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- ASSURANCES & IMMATRICULATION	256	82 811	52 971
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	82 811	52 971
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles**Contrats de services**

La ville a signé des contrats pour la location d'ordinateurs, de véhicules, de serveur et de photocopieur, la location de terrains, le soutien de logiciels, les services de collectes des ordures et du recyclage et autres. Ces contrats représentent des engagements financiers de 363 554\$ pour 2020, 349 218\$ pour 2021, 57 962\$ pour 2022, 32 243\$ pour 2023, 16 182\$ pour 2024 suivantes, le tout totalisant 819 159\$.

Participation au déficit d'organismes municipaux

L'engagement prévu relatif à la participation de la ville au déficit d'organismes municipaux totalise 123 355 \$ pour l'exercice 2019 et se répartit ainsi :

Office municipal d'habitation de Maniwaki----- 69 430 \$
Régie intermunicipale de l'aéroport----- 53 925 \$

Frais de fermeture d'un dépotoir

La Ville de Maniwaki s'est engagée, avec plusieurs autres municipalités, à assumer sa quote-part des frais reliés à la fermeture du dépotoir. Au 31 décembre 2019, la Ville de Maniwaki présentait un surplus important dans le fonds de fermeture du dépotoir. La direction n'estime donc pas être tenue à déboursier des frais additionnels dans le futur. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée à cet effet.

19. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé des protocoles d'entente dans lesquels le gouvernement s'engage à verser une somme de 1 615 113\$ pour des travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2023.

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
	262		

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

Au 31 décembre 2019, trois contribuables ont entamés des procédures judiciaires envers la Ville de Maniwaki en lien avec des dommages causés par des bris d'aqueduc et des refoulements d'égouts survenus en novembre 2019. Les montants en cause totalisent 111

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

814\$. Il est pour l'instant impossible de déterminer l'issue de ces litiges et donc aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la municipalité.

d) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2017, un contribuable a procédé à la contestation de son évaluation municipale. Il est impossible pour l'instant de déterminer avec certitude le montant des taxes municipales qui pourraient être remboursables. Par conséquent, aucune provision n'a été prise à cet effet dans les états financiers. Dans l'éventualité où le tribunal administratif du Québec donnerait raison au contribuable, le remboursement des taxes et des intérêts courus serait comptabilisé en réduction des revenus de taxes ou comme frais de financement, selon qu'il s'agit d'un remboursement de taxes proprement dit ou du paiement des intérêts courus.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. La Ville de Maniwaki contribue financièrement et en ressources matérielles à de nombreux organismes sans but lucratif situés sur son territoire. La municipalité est apparentée à certains de ces organismes par le fait que certains membres de son conseil municipal ou leurs proches parents siègent également sur le conseil d'administration de ces organismes.

Les montants en cause ne sont pas matériels ou les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de l'organisme ou à des valeurs égales à celles qui auraient été établies même si les parties n'avaient pas été des apparentés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 305 868	5 347 000	5 359 631			5 359 631
Compensations tenant lieu de taxes	2	620 999	638 000	638 235			638 235
Quotes-parts	3				54 346		
Transferts	4	1 350 617	1 485 000	1 619 670	10 130		1 629 800
Services rendus	5	749 152	675 000	1 065 324	35 047		1 100 371
Imposition de droits	6	91 716	70 000	163 949			163 949
Amendes et pénalités	7	28 860	20 000	39 137			39 137
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	102 626	80 000	118 666			118 666
Autres revenus	10	90 332		(121 446)		5 423	(116 023)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	8 340 170	8 315 000	8 883 166	104 946		8 933 766
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	13 539		170 024		3 115	173 139
Imposition de droits	16						
Autres revenus	17						
Contributions des promoteurs	18						
Autres	19						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux	20	13 539		170 024			173 139
	21	8 353 709	8 315 000	9 053 190	108 061		9 106 905
Charges							
Administration générale	22	1 450 438	1 511 400	1 550 691	64 804		1 615 495
Sécurité publique	23	815 839	834 500	882 070	63 603		945 673
Transport	24	1 189 676	1 284 300	1 438 959	590 042	95 654	2 070 309
Hygiène du milieu	25	1 946 450	1 870 400	1 781 643	885 850		2 667 493
Santé et bien-être	26	64 806	81 500	69 429			69 429
Aménagement, urbanisme et développement	27	292 841	280 400	271 740	70 967		342 707
Loisirs et culture	28	1 542 619	1 505 400	1 501 075	116 096		1 617 171
Réseau d'électricité	29					7 159	183 384
Frais de financement	30	164 558	140 700	176 225			
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 741 462		1 791 362 (	1 791 362 (
	33	9 208 689	7 508 600	9 463 194		102 813	9 511 661
	34	(854 980)	806 400	(410 004)		5 248	(404 756)
Excédent (déficit) de l'exercice							

¹ Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(854 980)	806 400	(410 004)	5 248	(404 756)	
Moins: revenus d'investissement	2	(13 539)	()	(170 024)	(3 115)	(173 139)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(868 519)	806 400	(580 028)	2 133	(577 895)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 741 462		1 791 362	28 881	1 820 243	
Produit de cession	5	13 373		26 800		26 800	
(Gain) perte sur cession	6	(12 723)		107 084		107 084	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	1 742 112		1 925 246	28 881	1 954 127	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	5 256		22 468		22 468	
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	5 256		22 468		22 468	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12	19 861		21 188		21 188	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(9 141)		21 681		21 681	
	15	10 720		42 869		42 869	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(524 970)	(514 400)	(448 205)	(30 498)	(478 703)	
	18	(524 970)	(514 400)	(448 205)	(30 498)	(478 703)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(329 052)	(512 000)	(718 290)	(3 653)	(721 943)	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	364 332	220 000	209 190		209 190	
Excédent de fonctionnement affecté	22						
Réserves financières et fonds réservés	23						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	35 280	(292 000)	(509 100)	(3 653)	(512 753)	
	26	1 268 398	(806 400)	1 033 278	(5 270)	1 028 008	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	399 879		453 250	(3 137)	450 113	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	13 539	170 024	3 115	173 139
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(88 042)	(217 757)	()	(217 757)
Sécurité publique	3	(19 541)	(309 442)	()	(309 442)
Transport	4	(336 364)	(1 021 452)	6 768	(1 028 220)
Hygiène du milieu	5	(651 401)	(91 593)	()	(91 593)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(66 518)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(18 457)	(268 904)	()	(268 904)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(1 180 323)	(1 909 148)	6 768	(1 915 916)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(22 468)	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(19 607)	(36 830)	()	(36 830)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13		1 673 759		1 673 759
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	329 052	718 290	3 653	721 943
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17				
	18	329 052	718 290	3 653	721 943
	19	(893 346)	446 071	(3 115)	442 956
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(879 807)	616 095		616 095

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2018		2019		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	19 574	954 314	27 903	982 217	
2 Débiteurs (note 5)	2 730 570	2 340 569	70 674	2 411 243	
3 Prêts (note 6)	42 479	42 479		42 479	
4 Placements de portefeuille (note 7)	267 840	261 801		261 801	
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
7 Autres actifs financiers (note 9)					
8	3 060 463	3 599 163	98 577	3 697 740	
PASSIFS					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	22 232				
10 Emprunts temporaires (note 10)					
11 Crédeurs et charges à payer (note 11)	661 490	767 822	3 887	771 709	
12 Revenus reportés (note 12)	61 805	61 805		61 805	
13 Dette à long terme (note 13)	7 090 768	7 911 489	288 307	8 199 796	
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
15	7 836 295	8 741 116	292 194	9 033 310	
16	(4 775 832)	(5 141 953)	(193 617)	(5 335 570)	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
17 Immobilisations (note 15)	31 416 578	31 400 480	724 130	32 124 610	
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)	240 961	218 493		218 493	
19 Stocks de fournitures	143 872	108 903	7 830	116 733	
20 Autres actifs non financiers (note 17)	51 319	80 971	1 840	82 811	
21	31 852 730	31 808 847	733 800	32 542 647	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 500 521	1 053 799	41 998	1 095 797	
23 Excédent de fonctionnement affecté	418 735	1 109 545		1 109 545	
24 Réserves financières et fonds réservés	300 000	300 000		300 000	
25 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()	()	()	
26 Financement des investissements en cours	(1 123 794)	(507 699)		(507 699)	
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25 981 436	24 711 249	498 185	25 209 434	
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
29	27 076 898	26 666 894	540 183	27 207 077	

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	2 775 020	2 700 619	2 716 882	2 590 072
Charges sociales	2	642 280	605 096	607 391	585 083
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	3 192 200	3 504 657	3 552 872	3 489 728
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	140 700	152 581	158 417	165 890
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			886	886
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11		23 644	24 081	13 353
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	352 400	343 283	343 283	338 388
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	153 100	144 192	89 846	84 982
Amortissement des immobilisations	17		1 791 362	1 820 243	1 770 312
Autres					
-	18	252 900	197 760	197 760	223 791
-	19				23 195
-	20				
	21	7 508 600	9 463 194	9 511 661	9 285 680

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9

Excédent (déficit) de l'exercice	10
---	----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	() (
	16		
	17		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dettes à long terme	20
	21

Solde du Fonds local d'investissement	22
--	----

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille
 Revenus sur les prêts aux entreprises
 Autres revenus

1
 2
 3

4

Charges

Créances douteuses
 Radiation de prêts
 Variation de la provision pour moins-value

5
 6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie
 Placements de portefeuille
 Débiteurs
 Prêts aux entreprises
 Provision pour moins-value

12

13

14

15

16

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer
 Revenus reportés
 Dette à long terme

19

20

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises
 Excédent (déficit) non affecté

23

24

25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
 ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres
 Supportant les engagements de prêts

26

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	
Placements de portefeuille	18	
Débiteurs	19	
Provision pour créances douteuses	20	() ()
	21	
Autres	22	
	23	
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	
Créditeurs et charges à payer	25	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	26	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27	
Autres	28	
Autres	29	
	30	
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31	

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 095 797	1 525 201
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 109 545	418 735
Réserves financières et fonds réservés	3	300 000	300 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(507 699)	(1 123 794)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 209 434	26 491 691
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	27 207 077	27 611 833
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 053 799	1 500 521
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	41 998	24 680
	11	1 095 797	1 525 201
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds dépotoir	12	209 545	218 735
- Budget	13	900 000	200 000
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 109 545	418 735
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 109 545	418 735
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	300 000	300 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	300 000	300 000
	48	300 000	300 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (507 699) (1 123 794)	(1 123 794)
	84 (507 699)	(1 123 794)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 32 124 610	32 162 820
Propriétés destinées à la revente	86 218 493	240 961
Prêts	87 42 479	42 479
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 61 801	67 840
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 32 447 383	32 514 100
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 32 447 383	32 514 100
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (8 199 796) (7 408 686)	(7 408 686)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (63 036) (41 312)	(41 312)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 024 883	1 427 589
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (7 237 949) (6 022 409)	(6 022 409)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	()
	100 (7 237 949) (6 022 409)	(6 022 409)
	101 25 209 434	26 491 691

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 _____	
Charge de l'exercice	4 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	5 _____	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 _____	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 _____	
Provision pour moins-value	12 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	
	20 _____	
Cotisations salariales des employés	21 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	
Variation de la provision pour moins-value	28 _____	
Autres	29 _____	
-	30 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	
Charge de l'exercice	35 _____	_____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ()	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite simplifié des employés de la Ville de Maniwaki est entré en vigueur le 1er janvier 1985. L'objectif du régime consiste à fournir, aux employés qui prennent leur retraite, des prestations viagères en reconnaissance de leurs services. Ce régime est un régime à cotisations déterminées, de type contributif, et vise tous les employés. Le participant et l'employeur sont tenus de verser une cotisation correspondante à 7,25% chacun du salaire régulier. Ces sommes sont versées régulièrement dans un compte distinct établi pour chaque participant chez Desjardins Sécurité Financière.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	<u>138 615</u>	<u>140 427</u>
	113	<u>138 615</u>	<u>140 427</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 1

Description des régimes et autres renseignements

Le participant peut, de façon volontaire, verser une cotisation dans un REER collectif. Aucune cotisation salariale n'est prévue. Les sommes sont versées régulièrement dans un compte distinct établi pour chaque participant chez Desjardins Sécurité Financière. De plus, après entente avec un employé, l'employeur peut verser une somme dans un REER individuel dans l'institution de son choix.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	<u>1</u>	

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux est entré en vigueur le 1er janvier 2019. Seul le maire peut y participer. Le taux de cotisation est égal à 6,15 % du salaire admissible. Le salaire admissible comprend la rémunération, y compris celle sous forme de jetons de présence, reçue à titre de membre :
 du conseil d'une municipalité;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

 d'un organisme supramunicipal;

 d'un organisme mandataire de la municipalité.

Les allocations de dépenses et les allocations de fin d'emploi sont exclues. La contribution de la municipalité, de l'organisme supramunicipal ou de l'organisme mandataire de la municipalité est égale au total des cotisations des élus \times 337 %.

		<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	<u>2 598</u>	<u> </u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	8 756	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u> </u>	<u> </u>
	120	<u>8 756</u>	<u> </u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 026 285	3 026 285	2 967 331
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 026 285	3 026 285	2 967 331
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	779 257	779 257	782 272
Égout	11	649 468	649 468	649 913
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	704 311	704 311	702 254
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	28 517	28 517	27 825
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	2 161 553	2 161 553	2 162 264
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	169 093	169 093	173 673
Autres	24	2 700	2 700	2 600
	25	171 793	171 793	176 273
	26	2 333 346	2 333 346	2 338 537
	27	5 359 631	5 359 631	5 305 868

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	40 811	40 811	38 698
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	2 958	2 958	2 958
Taxes d'affaires	30	13 993	13 993	13 993
Compensations pour les terres publiques	31	3 266	3 266	3 266
	32	61 028	61 028	58 915
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	237 723	237 723	232 096
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	339 484	339 484	329 988
	36	577 207	577 207	562 084
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	638 235	638 235	620 999
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	638 235	638 235	620 999

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	65 313	65 313	121 382
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			20 371
Sécurité civile	56	40 000	40 000	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65		10 130	8 723
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	23 633	23 633	22 001
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	143 905	143 905	136 310
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	147 348	147 348	54 085
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			1 000
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	420 199	430 329	363 872

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	155 943	155 943	
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103		3 115	
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	14 081	14 081	13 539
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	170 024	173 139	13 539

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité***Administration municipale****Données consolidées**

TRANSFERTS (suite)	Réalisations		Réalisations	
	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	1 199 471	1 199 471	995 468
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139	1 199 471	1 199 471	995 468
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 789 694	1 802 939	1 372 879

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	204 344	204 344	227 938
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	204 344	204 344	227 938
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	65 165	65 165	66 945
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			15 146
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	65 165	65 165	82 091
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	148 046	148 046	141 507
Activités culturelles				
Bibliothèques	178	60 833	60 833	62 638
Autres	179			
	180	208 879	208 879	204 145
Réseau d'électricité	181			
	182	478 388	478 388	514 174

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	383 628	384 787	63 783
	186	383 628	384 787	63 783
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	10 163	10 163	
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	10 163	10 163	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	6 158	6 158	
Enlèvement de la neige	193	12 622	12 622	14 953
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198		33 888	52 891
Autres	199			
	200	18 780	52 668	67 844
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	12 462	12 462	
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204	5 001	5 001	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			11 618
	211	17 463	17 463	11 618
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	155 167	155 167	
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	1 735	1 735	
Autres	223			152 671
	224	156 902	156 902	152 671
Réseau d'électricité	225			
	226	586 936	621 983	295 916
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	1 065 324	1 100 371	810 090

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
			Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
	Licences et permis	228	16 683	16 683	15 897
	Droits de mutation immobilière	229	147 266	147 266	75 819
	Droits sur les carrières et sablières	230			
	Autres	231			
		232	163 949	163 949	91 716
AMENDES ET PÉNALITÉS					
		233	39 137	39 137	28 860
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
		234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
		235	118 666	118 666	102 626
AUTRES REVENUS					
	Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	(107 084)	(107 084)	12 723
	Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	(17 218)	(17 218)	14 193
	Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
	Contributions des promoteurs	239			
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
	Contributions des organismes municipaux	241			
	Autres contributions	242		1 223	1 259
	Redevances réglementaires	243			
	Autres	244	2 856	7 056	65 631
		245	(121 446)	(116 023)	93 806
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
		246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale						Données consolidées	
	Réalizations 2019			Réalizations			Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018	2019	2018	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE								
1 Conseil	234 328		234 328	234 328	186 407	234 328	186 407	
2 Greffe et application de la loi	128 668		128 668	128 668	159 106	128 668	159 106	
3 Gestion financière et administrative	860 294	64 804	925 098	925 098	865 703	925 098	865 703	
4 Évaluation	60 346		60 346	60 346	46 104	60 346	46 104	
5 Gestion du personnel	43 683		43 683	43 683	84 981	43 683	84 981	
Autres								
6 - RECEPTIONS CIVIQUES	67 751		67 751	67 751	40 399	67 751	40 399	
7 - BATIMENTS	155 621		155 621	155 621	123 625	155 621	123 625	
8	1 550 691	64 804	1 615 495	1 615 495	1 506 325	1 615 495	1 506 325	
SÉCURITÉ PUBLIQUE								
9 Police	341 615		341 615	341 615	325 917	341 615	325 917	
10 Sécurité incendie	399 226	63 442	462 668	462 668	488 907	462 668	488 907	
11 Sécurité civile	74 500	161	74 661	74 661	1 191	74 661	1 191	
12 Autres	66 729		66 729	66 729	61 675	66 729	61 675	
13	882 070	63 603	945 673	945 673	877 690	945 673	877 690	
TRANSPORT								
Réseau routier								
14 Voirie municipale	728 786	585 426	1 314 212	1 314 212	1 206 480	1 314 212	1 206 480	
15 Enlèvement de la neige	519 661	4 616	524 277	524 277	341 897	524 277	341 897	
16 Éclairage des rues	82 623		82 623	82 623	90 913	82 623	90 913	
17 Circulation et stationnement	35 629		35 629	35 629	33 874	35 629	33 874	
Transport collectif								
18 Transport en commun	18 335		18 335	18 335	18 282	18 335	18 282	
19 Transport aérien	53 925		53 925	53 925	116 300	53 925	116 300	
20 Transport par eau								
21 Autres								
22	1 438 959	590 042	2 029 001	2 029 001	1 807 746	2 070 309	1 807 746	

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2019		Total	Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2019	2018	
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
23 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	184 119	215 283	399 402	399 402	473 501	
24 Réseau de distribution de l'eau potable	337 621	217 364	554 985	554 985	576 614	
25 Traitement des eaux usées	164 985	224 555	389 540	389 540	473 800	
26 Réseaux d'égout	464 171	200 996	665 167	665 167	652 085	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
27 Collecte et transport	231 266	27 652	258 918	258 918	242 266	
28 Élimination	277 494		277 494	277 494	267 820	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
29 Collecte et transport	121 987		121 987	121 987	112 048	
30 Tri et conditionnement					24 541	
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement						
31						
32 Matériaux secs						
33 Autres						
34						
35 Plan de gestion						
36 Autres						
37 Cours d'eau						
38 Protection de l'environnement						
39 Autres						
40	1 781 643	885 850	2 667 493	2 667 493	2 822 675	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
41 Logement social	69 429		69 429	69 429	64 806	
42 Sécurité du revenu						
43 Autres						
44	69 429		69 429	69 429	64 806	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
45 Aménagement, urbanisme et zonage	91 076	3 223	94 299	94 299	94 503	
Rénovation urbaine						
46 Biens patrimoniaux						
47 Autres biens	76 880		76 880	76 880	75 515	
Promotion et développement économique						
48 Industrielles et commerces	86 382		86 382	86 382	90 564	
49 Tourisme	1 152		1 152	1 152	2 735	
50 Autres						
51	16 250	67 744	83 994	83 994	105 396	
52	271 740	70 967	342 707	342 707	368 713	

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2019			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	634 802	105 994	740 796	696 491
Piscines, plages et ports de plaisance	55	19 193		19 193	48 574
Parcs et terrains de jeux	56	520 625		520 625	506 064
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	41 342		41 342	104 479
Autres	59	46 887		46 887	57 367
	60	1 262 849	105 994	1 368 843	1 412 975
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	166 484		166 484	154 252
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	10 328		10 328	19 352
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	61 414	10 102	71 516	71 017
	66	238 226	10 102	248 328	244 621
	67	1 501 075	116 096	1 617 171	1 657 596
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	151 503		151 503	165 890
Autres frais	70	1 078		1 078	886
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	23 644		23 644	13 353
Autres	73	176 225		176 225	180 129
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	1 791 362	(1 791 362)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Maniwaki

Code géographique : 83065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	10 433	10 433	
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3			
	Conduites d'égout	4	81 160	81 160	185 226
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	613 415	613 415	
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	158 993	158 993	40 154
	Autres infrastructures	11			
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13			33 460
	Édifices communautaires et récréatifs	14	266 944	266 944	
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	736 850	736 850	770 048
	Ameublement et équipement de bureau	18	9 986	9 986	3 139
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	31 367	38 135	123 414
	Terrains	20			24 882
	Autres	21			
		22	1 909 148	1 915 916	1 180 323

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	10 433	10 433	
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	81 160	81 160	185 226
	Autres infrastructures	27	772 408	772 408	40 154
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	1 045 147	1 051 915	954 943
		34	1 909 148	1 915 916	1 180 323

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 022 409	3 007 783	1 792 243	7 237 949
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 022 409	3 007 783	1 792 243	7 237 949
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 427 589		402 706	1 024 883
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 427 589		402 706	1 024 883
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 427 589		402 706	1 024 883
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 427 589		402 706	1 024 883
	19	7 449 998	3 007 783	2 194 949	8 262 832
Dettes en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	7 449 998	3 007 783	2 194 949	8 262 832

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	7 972 532
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	507 699
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 024 883
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 455 348
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	224 200
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	7 679 548
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	642 657
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	8 322 205
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 322 205
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	60 346	60 346	46 104
Autres	3	102 567	102 567	103 833
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	18 335	18 335	18 282
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	53 721	53 721	62 901
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	66 900	66 900	67 353
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	41 414	41 414	39 915
Réseau d'électricité				
	24			
	25	343 283	343 283	338 388

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 909 148	1 180 323
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 909 148	1 180 323

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	15,00	40,00	23 821,00	855 500	236 100	1 091 600
Professionnels	8,00	15,00	4 259,00	70 800	8 400	79 200
Cols blancs	5,00	35,00	8 918,00	238 900	59 300	298 200
Cols bleus	21,00	40,00	41 783,00	1 225 019	260 596	1 485 615
Policiers						
Pompiers	26,00	5,00	9 887,00	145 300	18 600	163 900
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
Élus	75,00		88 668,00	2 535 519	582 996	3 118 515
	7,00			165 100	22 100	187 200
	82,00			2 700 619	605 096	3 305 715

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable				
Traitement des eaux usées				
Réseaux d'égout				
Autres	1 619 670	170 024		1 789 694
	1 619 670	170 024		1 789 694

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 192	2 546
	4	7 192	2 546
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	6 268	303
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	6 268	303
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	30 149	567
Enlèvement de la neige	11	4 924	
Autres	12	3 134	
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	38 207	567
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	45 710	101 826
Réseau de distribution de l'eau potable	17	41 479	59 175
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	37 369	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		141
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	124 558	161 142
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	176 225	164 558

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	42 240	16 767
Conseiller 1	11 340	5 670
Conseiller 2	12 570	6 285
Conseiller 3	11 340	5 670
Conseiller 4	11 790	5 895
Conseiller 5	12 360	6 180
Conseiller 6	11 340	5 670

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

- | | OUI | NON | S.O. |
|--|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 300 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | |
|---|-----------------------------|--|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 7 | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes : | | | |
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. | 10 <input type="checkbox"/> | 11 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 12 | \$ | |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 15 | \$ | |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). | 16 <input type="checkbox"/> | 17 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 18 | \$ | |
| d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). | 19 <input type="checkbox"/> | 20 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019 | 21 | \$ | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local (ERL)* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

42 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 _____

b) Date d'adoption de la résolution

45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 _____

b) Date d'adoption de la résolution

49 _____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité**OUI****NON**

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?

50 51

b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

52 _____

c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019

53 _____

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)

54 _____

e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)

55 _____

Mesures d'encadrement

f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)

56 _____

g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :

- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)

57 _____

- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)

58 _____

h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :

- la mort

59 _____

- une blessure grave

60 _____

i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec

61 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Maniwaki

Code géographique : 83065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au trésorier de la VILLE DE MANIWAKI,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE MANIWAKI (ci-après la « ville / municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la VILLE DE MANIWAKI de répondre aux exigences de [l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la VILLE DE MANIWAKI.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la VILLE DE MANIWAKI;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



LANGEVIN GRONDIN, CPA INC.
PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA AUDITEUR, CA
MANIWAKI, LE 26 AOÛT 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	5 359 631
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>71 710</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	171 793
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	259 889
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	28 517
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>4 899 432</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	214 912 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>214 978 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>214 945 700</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 2 , 2 7 9 4 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Maniwaki

Code géographique : 83065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Habitation*

Québec 

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	3 332 000
------------------------	---	-----------

Taxes spéciales

Service de la dette

2

Activités de fonctionnement

3

Activités d'investissement

4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette

5

Activités de fonctionnement

6

Activités d'investissement

7

Autres

8

9

3 332 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau

10

782 000

Égout

11

651 000

Traitement des eaux usées

12

Matières résiduelles

13

734 000

Autres

14

-

15

-

16

-

17

Centres d'urgence 9-1-1

18

Service de la dette

19

Pouvoir général de taxation

20

Activités de fonctionnement

21

Activités d'investissement

22

2 167 000

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative

23

140 000

Autres

24

3 000

25

143 000

26

2 310 000

27

5 642 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	42 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	3 000
Taxes d'affaires	3	10 000
Compensations pour les terres publiques	4	3 500
	5	59 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	315 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	378 000
	9	693 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	752 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	752 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets	
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	141 647 430 X 5	1,2606 /100\$ 6				1 785 608	
Immeubles de 6 logements ou plus	7	20 689 095 X 8	1,5392 /100\$ 9				318 447	
Immeubles non résidentiels	10	62 169 875 X 11	1,6987 /100\$ 12				1 056 080	
Immeubles industriels	13	7 613 400 X 14	2,2644 /100\$ 15				172 398	
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18					
Autres	19	1 500 100 X 20	2,5212 /100\$ 21				37 821	
Immeubles agricoles	22	132 400 X 23	1,2606 /100\$ 24				1 669	
Total			25	26 (40 023) 27 (28	29	3 332 000
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47					
Autres	48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 (56 (57	58	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X 2	/100\$ 3					
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X 5	/100\$ 6					
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X 8	/100\$ 9					
Immeubles non résidentiels 10	X 11	/100\$ 12					
Immeubles industriels 13	X 14	/100\$ 15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X 17	/100\$ 18					
Autres 19	X 20	/100\$ 21					
Immeubles agricoles 22	X 23	/100\$ 24					
Total			25	26 (	27 (	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X 31	/100\$ 32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels 39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels 42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X 46	/100\$ 47					
Autres 48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles 51	X 52	/100\$ 53					
Total			54	55 (	56 (	57	58
Valeur locative imposable			8 000 000	59	60	61	62
Taxe d'affaires sur la valeur locative		1,7500 %	140 000	63 (	64	65	66
Total			140 000	67	68	69	70

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	3 | 1 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	2 | 6 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 4 | 2 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
EAU, COMMERCE ET INDUSTRIES	4,0000	7	DU 1000 GALLONS
EAU, COMMERCE ET INDUSTRIES		4	VARIABLE
EGOUT, COMMERCE ET INDUSTRIES	3,0000	7	DU 1 000 GALLONS
EGOUT, COMMERCE ET INDUSTRIES		4	VARIABLE
DECHETS, COMMERCE ET INDUSTRIES		4	VARIABLE
RECYCLAGE, COMMERCE ET INDUSTRIES		4	VARIABLE

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	5 642 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>44 563</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	143 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	341 196
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>5 157 804</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>233 752 300</u>
----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| 2 | , | 2 | 0 | 6 | 5 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

S63

Non audité		1	2	3	4	5	6	7	Terrains vagues desservis		8
									Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels		Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
	Taxes sur la valeur foncière										
	Générales	1	1 052 923			172 398			37 447		319 363
	De secteur	2									
	Autres	3									1 669
	Taxes sur une autre base										
	Taxes, compensations et tarification										
	Service de la dette	4									
	Autres	5	510 000			45 000					
	Taxes d'affaires										
	Sur la valeur locative	6	112 000			28 000					
	Autres	7	3 000								
		8	1 677 923			245 398			37 447		319 363
											1 669

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière			
Générales	9	1 748 200	3 332 000
De secteur	10		
Autres	11		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12		
Autres	13	1 612 000	2 167 000
Taxes d'affaires			
Sur la valeur locative	14		140 000
Autres	15		3 000
	16	3 360 200	5 642 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 705 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-16	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>10 132 000 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>572 000 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>155 800 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>900 000 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	